

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2020

Convaincre et se battre en vue d'un double non !

Exposé d'Urs Schneider (le discours prononcé fait foi)

Il y a de cela un bon bout de temps, le Conseil fédéral a débattu des initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », et a décidé de les rejeter sans contre-projet. En première lecture au Parlement, le Conseil national s'est rallié à l'avis du gouvernement. Le Conseil des États a, quant à lui, déposé une initiative parlementaire pour définir une trajectoire contraignante de réduction des risques découlant de l'utilisation des pesticides. La Chambre suisse d'agriculture a approuvé cette initiative en septembre. Elle a aussi adopté le document « Notre engagement pour une agriculture encore meilleure », assorti de 25 mesures réparties entre les six objectifs obligatoires suivants :

1. Réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires et des risques qui en découlent.
2. Amélioration de la biodiversité.
3. Mise en œuvre crédible des dispositions sur la protection des animaux.
4. Diminution de l'arrivée d'éléments fertilisants indésirables dans l'environnement.
5. Renforcement de la santé des animaux, tout en réduisant l'utilisation de médicaments.
6. Protection du climat et maîtrise des conséquences du changement climatique.

Pour nous, cette initiative parlementaire constitue une meilleure solution que le contre-projet sans cesse demandé. En effet, elle poursuit un objectif global et peut être mise en œuvre plus vite.

L'agriculture suisse est une pionnière en matière de production respectueuse de l'environnement et des animaux. À l'avenir, nous allons continuer de revêtir cette fonction. Nous y travaillons sans cesse, comme vous l'a expliqué l'orateur précédent. L'année dernière, et cette année encore plus, notre priorité a été et sera d'informer la population et de l'inviter au dialogue autour de ces sujets. Nous sommes convaincus que le fossé de plus en plus profond qui la sépare de la production agricole et ses connaissances de moins en moins solides en la matière est l'une des causes principales du tumulte actuel.

En 2019 déjà, nous avons lancé des mesures sous la devise « Nous protégeons ce que nous aimons » pour remédier à cette situation. L'objectif est de montrer ce que nous faisons, pourquoi ne le faisons et comment nous assumons notre responsabilité de préserver l'environnement et la santé de nos animaux de rente. Parmi ces mesures figurent des panneaux d'information pour les fermes et les champs, des imprimés, une page web et une page Facebook, de même que des modules pour les foires sur la protection des végétaux, l'affouragement, l'élevage et la biodiversité. Les sondages ont révélé que les familles paysannes de Suisse et la production indigène jouissent encore de l'estime de la population et d'une grande sympathie. Au cours de cette année, nous voulons montrer que nos familles paysannes méritent cette confiance. Car elles travaillent d'arrache-pied. Car elles n'ont cessé de s'améliorer. Car elles restent cependant aussi tributaires du fait que la population veut bien acheter des aliments produits de manière particulièrement écologique et, ainsi, stimule la demande.

Au cours de la campagne de votation, nous aimerions montrer à la population que les deux initiatives, surtout celle sur l'eau potable, laissent sur le bas-côté l'agriculture suisse et, au final, toute la chaîne de création de valeur. L'initiative sur l'eau potable menace de manière considérable l'approvisionnement d'aliments durables produits dans la région et encourage les importations. À ce propos, nous allons tout mettre en œuvre pour que les citoyens se demandent s'ils préfèrent que les produits venant de l'étranger ne soient soumis à aucune condition, en les priant de ne pas oublier les usines d'animaux, la pollution de l'environnement, l'exploitation de la main-d'œuvre, l'énergie pour les coûts de transports et autres dans leur réflexion.

Nous voulons nous servir de la campagne d'information « Nous protégeons ce que nous aimons » comme d'une base sur laquelle appuyer la campagne de votation. Dans cette campagne s'engageront les secteurs agricole et agroalimentaire, qui sont prêts à se battre bec et ongles pour leur survie. Une chose est sûre : nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le peuple glisse un double « non » dans les urnes en novembre.